

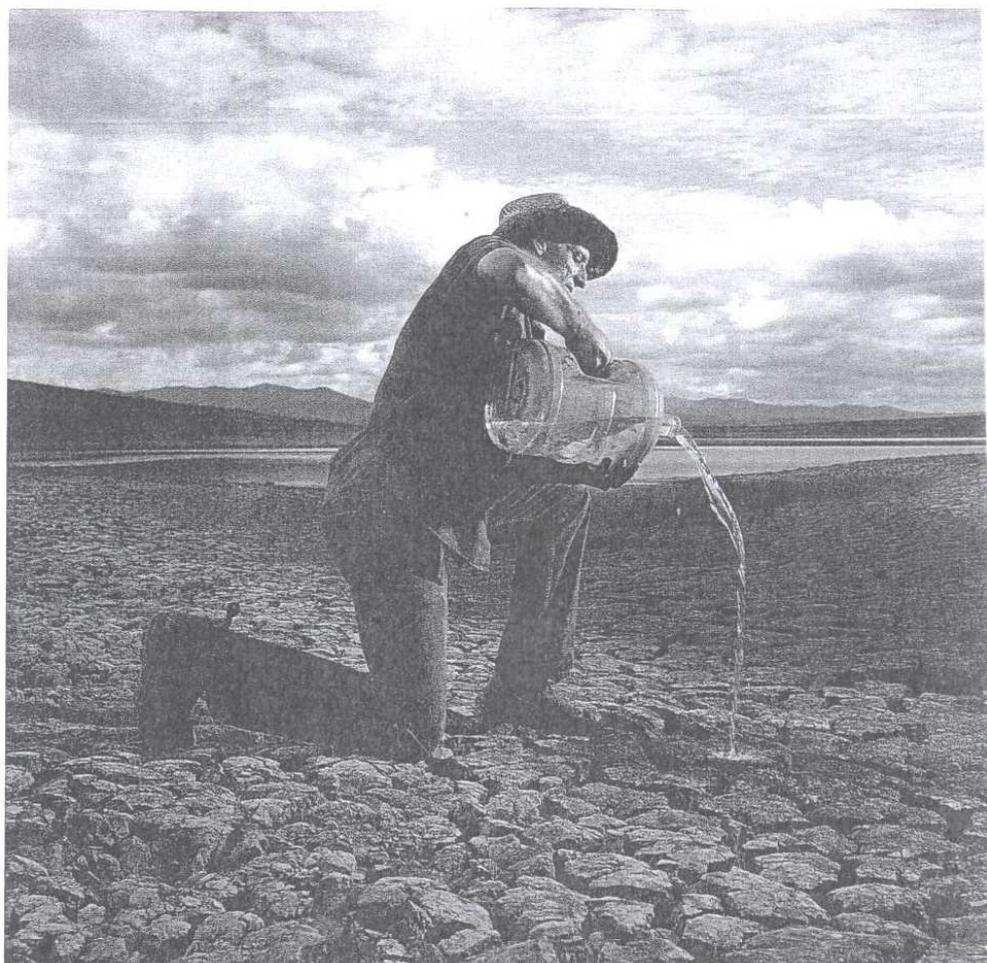
## Stress Hydrique

# La pénurie en eau annoncée pour 2030

En cause, des instances de gouvernance en panne. Le salut ne pourra provenir que d'une accélération des solutions non conventionnelles, tel le dessalement de l'eau de mer. On n'aura que trop attendu pour le faire.

Par Adiba Raji

Quinze ans. C'est le délai de grâce maximum dont dispose le Maroc avant d'être à court d'eau! Un scénario digne des pires films d'horreur mais qui est, hélas, réaliste étant issu d'études scientifiques sérieuses. En effet, selon les données du ministère délégué chargé de l'Eau, la demande actuelle est de 13 milliards de  $m^3$ , tandis que les ressources disponibles s'élèvent à 22 milliards de  $m^3$ /an environ. Pour mesurer l'abondance (ou la rareté) de la ressource, les experts utilisent un ratio rapportant le potentiel d'eau



**Insuffisance** La demande actuelle en eau est de 13 milliards  $m^3$  face à des ressources de seulement 22 milliards.

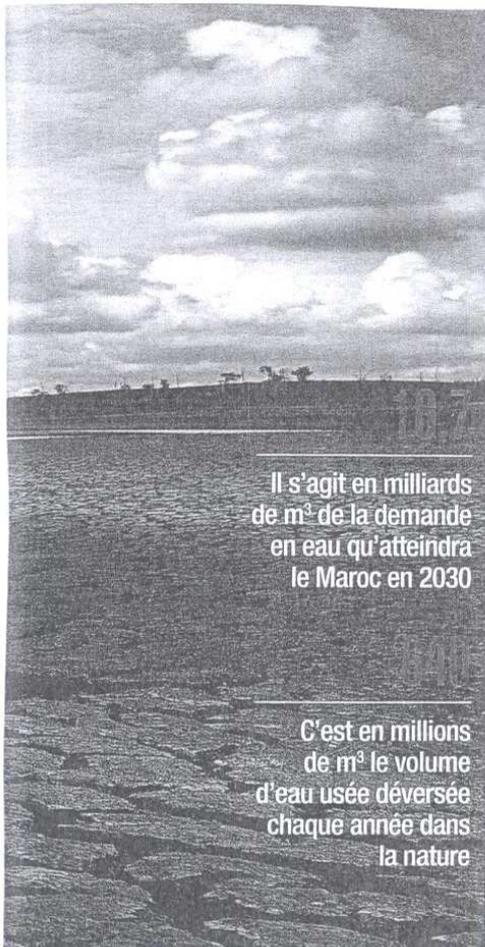
mobilisable à la population sur un territoire donné. A moins de 1.000  $m^3$ /hab/an l'équilibre est fragile et en-dessous de 500  $m^3$ /hab/an il y a stress hydrique. Aujourd'hui, le ratio national, de 700  $m^3$ /hab/an, tend rapidement vers cette ligne rouge! «En 1960, le ratio national était de

2.500  $m^3$ . Nous prévoyons 500  $m^3$  entre 2025 et 2030», souligne Abdeslam Ziyad, chef de la division planification et gestion de l'eau au sein du ministère délégué chargé de l'Eau dans une récente sortie médiatique. Pire, cinq zones du pays sont déjà déclarées en stress hydrique. Il s'agit de la région d'Errachidia, l'Oriental, Ouarzazate, Tensift et la zone côtière entre Rabat et Casablanca. Comment en est-on arrivé là?

**«Les régions d'Errachidia, l'Oriental, Ouarzazate, Tensift et la zone côtière entre Rabat et Casablanca sont déjà déclarées en stress hydrique»**

### Administration inefficace

Visiblement, il s'agit d'un problème de gouvernance. C'est en tout cas la conclusion que tire un rapport du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sorti en mars 2014. «La Commission interministérielle de l'eau est inactive», affirment les experts de Nizar Baraka, en toute sévérité. Enfonçant le



Il s'agit en milliards de m<sup>3</sup> de la demande en eau qu'atteindra le Maroc en 2030

C'est en millions de m<sup>3</sup> le volume d'eau usée déversée chaque année dans la nature

clou, ils expliquent que *«les attributions du ministère délégué chargé de l'Eau et du Conseil supérieur de l'eau et du climat ne sont pas efficaces»*. *«L'Etat seul ne peut pas gérer les ressources hydriques du Royaume. Une approche participative est nécessaire entre les différents acteurs pour définir un plan d'action»*, tonne, de son côté, un fonctionnaire requérant l'anonymat. En gros, côté gouvernance de l'eau, le Maroc semble avoir tout faux! Avis que partage, sans l'avouer, Charafat Afailal, ministre déléguée chargée de l'Eau: *«La plupart des recommandations et des résultats du CESE sont en parfaite concordance avec les orientations et les plans d'actions du Plan National de l'Eau»*. Et pour l'efficacité de la gouvernance? *«Comme partout dans le monde, la gestion de l'eau au Maroc implique un grand nombre d'acteurs. L'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau et la bonne gouvernance du secteur de l'eau néces-*

*sitent la mise en cohérence des actions des différents intervenants dans le domaine de l'eau»*, argue la ministre PPS.

### Au-delà du conventionnel

En attendant que les fonctionnaires apprennent à mieux travailler ensemble, la nécessité de fournir en eau les 32 millions de Marocains est, elle, bien urgente. Il faut dire que c'est une situation qui n'est pas vraiment nouvelle. Et que le pays a pu développer au fil des expériences quelques solutions plus ou moins efficaces axées sur la ressource conventionnelle (voir encadré). Mais, aujourd'hui il faut aller au-delà du conventionnel. *«L'examen des possibilités de dessalement d'eau de mer, de réutilisation des eaux usées épurées, de déminéralisation des eaux saumâtres, et d'exploitation de l'humidité de l'atmosphère, entre autres, tout en agissant parallèlement sur la rationalisation de la demande, devrait permettre un double gain»*, souligne ainsi le rapport du CESE. Une recommandation que n'a pas attendue la ville d'Agadir pour amorcer la mise en place d'une station de dessalement d'eau, active pour 2016. Elle aura une capacité de production de 100.000 m<sup>3</sup>/jour extensible jusqu'au double. Son objectif est de couvrir les besoins en eau potable du Grand Agadir à l'horizon 2030. Même le financement est sécurisé puisque le Fonds arabe de

### LE PARI DES BARRAGES

Une politique de gestion des ressources en eau menée depuis l'indépendance du Royaume en 1956 a permis une mobilisation des eaux superficielles et souterraines. Par ailleurs, la politique des barrages initiée par feu Hassan II a permis une gestion efficace des stocks constitués via la pluviométrie permettant ainsi d'étendre la superficie des terrains irrigués à 1,5 million d'hectares tout en diminuant les risques d'inondation. De plus, la création de 9 agences de bassins hydrauliques a généralisé l'accès à l'eau potable à hauteur de 94% de la population rurale et une couverture totale de la population urbaine.



**CESE** La Commission interministérielle de l'eau est inactive

développement économique accorde un prêt de 1,5 milliard de dirhams pour la réalisation de la station de dessalement de l'eau de la région d'Agadir. Dans la région, l'activité agricole consomme, en effet, 90% de l'eau quand l'utilisation humaine n'est que de 7%. Le projet est le fruit d'un contrat BOT (build, operate, and transfer) signé le 30 mai 2014 au siège de l'ONEE à Rabat avec un consortium composé de l'espagnol Abengoa et d'InfraMaroc, filiale de la CDG. Autre méthode que le dessalement, assurer une meilleure répartition des ressources aquatiques entre nord et sud. L'idée est de créer une sorte de fleuve artificiel ramenant l'eau du nord vers les régions les plus arides. Il s'agit du transfert de 800 millions de m<sup>3</sup>/an de Loukous Sebou vers Oum Rabiï et Tensift. Le coût du projet s'élève à quelque 30 milliards de dirhams. Mais, au-delà des interventions étatiques, aucune politique officielle de gestion de l'eau ne peut faire l'économie d'impliquer davantage le citoyen (ménages ou entreprises) en l'incitant à une utilisation plus responsable. Facile à dire, pas facile à faire, c'est juste la mer à boire! ☐

araji@sp.ma